

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2594

25 septembre 2014

SOMMAIRE

Euromed Finance S.à r.l.	124475	Heypa S.A.	124500
Euromed Finance S.à r.l.	124475	High Gate Holding S.A.	124469
Eurostar Diamonds International S.A. ..	124475	HIG Lux S.à r.l.	124468
F.C.T.C. Luxembourg S.A.	124475	H & K Financing S.à r.l.	124469
Fiduciaire du Large	124475	Holding Financière Céleste S.A.	124468
First Solid Rock Portfolio S.à r.l.	124474	Holly Tree Immobilier S.A.	124505
Fondation Alphonse WEICKER	124504	Horn & Co. Luxembourg Sàrl	124469
Fondation FNEL	124501	Hotel Rauchstrasse 22 S.à r.l.	124468
GSI Holding S.A.	124470	HT Wohnen Deutschland I Holding S.à r.l.	124472
GTCR Gridlock Holdings (Brazil) S.à r.l.	124471	Hypolux Investment S.A.	124472
GTCR Gridlock International (Luxem- bourg) S.à r.l.	124470	Iberian Hod S.A.	124473
HAB2 Prop Co. A S.à r.l.	124466	IBEX Global Europe S.à r.l.	124473
HAB2 Prop Co. B S.à r.l.	124466	I.C. Group S.A.	124472
HAB2 Prop Co. C S.à r.l.	124466	ICM Diversified Alpha Series	124473
HAB3 Prop Co. A S.à r.l.	124467	Immobs S.A.	124473
HAB3 Prop Co. C S.à r.l.	124467	Inbro S.A., SPF	124471
HAB Prop Co. A S.à r.l.	124466	Infeurope	124472
HAB Prop Co. B S.à r.l.	124466	In-Situ S.A.	124471
HAB Prop Co. C S.à r.l.	124466	Ipanema Capital Markets S.à r.l.	124472
Hair and More S.à r.l.	124467	IVH Lux Holdings 2 S.à r.l.	124476
Harrow S.A., SPF	124467	JMH Absolute Return SICAV SIF	124487
Hatrick Lux No. 3 S.à r.l.	124470	Jujo Lux Holding	124512
Hatrick Lux No. 4 S.à r.l.	124470	Julien Cajot S.à r.l.	124473
HayFin Onyx LuxCo 1 S.C.A.	124470	Lazard Wealth Management Europe S.à r.l.	124467
HayFin Onyx LuxCo 2 S.C.A.	124471	Lig Retail 2 S.à r.l.	124508
HayFin Onyx LuxCo 3 S.C.A.	124471	Nexthouse Sud S.A.	124474
HayFin Onyx S.à r.l.	124469	OCM Luxembourg VOF S.à r.l.	124512
Henderson Fund Management (Luxem- bourg) S.A.	124469	OCM Tuna Holdings S.à r.l.	124512
Henderson Management S.A.	124468	Pelmo S.A.	124474
HENTGES S.à r.l.	124468	Planet Patent S.A.	124474
		Plaza Savrow S.à r.l.	124474

HAB Prop Co. C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 174.918.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106715/9.

(140127164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HAB Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 174.913.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106716/9.

(140127166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HAB Prop Co. B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 174.915.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106717/9.

(140127165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HAB2 Prop Co. C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 175.214.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106718/9.

(140127311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HAB2 Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 175.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106719/9.

(140127313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HAB2 Prop Co. B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 175.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106720/9.

(140127312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HAB3 Prop Co. C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 175.226.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106721/9.

(140127308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HAB3 Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 175.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106722/9.

(140127309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Hair and More S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4761 Pétange, 47, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 101.126.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106724/10.

(140127105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Signature.

Harrow S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 38.522.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106725/10.

(140126982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Signature.

Lazard Wealth Management Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.000.000,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 162.855.

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 18 juillet 2014

En date du 18 juillet 2014, l'associé unique de la Société a décidé de renommer Deloitte Audit, société à responsabilité limitée dont le siège social est situé au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.895, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à l'approbation en l'année 2015 des comptes annuels au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Pour la Société

Signatures

Référence de publication: 2014106827/16.

(140127620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Hotel Rauchstrasse 22 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 134.131.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014106714/12.

(140127183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Henderson Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 22.848.

Les comptes annuels du 31 décembre 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106727/11.

(140127553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HIG Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, rue de Turi.

R.C.S. Luxembourg B 128.533.

Les statuts coordonnés au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2014106728/11.

(140127645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Holding Financière Céleste S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.

R.C.S. Luxembourg B 85.285.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106711/9.

(140127246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HENTGES S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5422 Erpeldange, 42, rue Scheuerberg.

R.C.S. Luxembourg B 64.656.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014106709/11.

(140128114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Henderson Fund Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 106.392.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Munsbach, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106708/11.

(140127554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

High Gate Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 166.217.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

High Gate Holding S.A.

Signature

Référence de publication: 2014106710/12.

(140127802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Horn & Co. Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 159.610.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014106712/10.

(140126948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HayFin Onyx S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 176.821.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014106706/10.

(140128137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

H & K Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 512.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 115.372.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour H & K Financing S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg)S.à r.l.

Référence de publication: 2014106700/11.

(140127969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

GTCR Gridlock International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 71.640,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 162.981.

—
EXTRAIT

En date du 18 juillet 2014, l'associé de la Société a approuvé la résolution suivante:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant de catégorie B de la Société, est acceptée avec effet au 11 juillet 2014.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106699/14.

(140127640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Hattrick Lux No. 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 100.324.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106701/9.

(140127584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Hattrick Lux No. 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 100.327.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106702/9.

(140127614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HayFin Onyx LuxCo 1 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 172.951.

—
Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106703/10.

(140128140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

GSI Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 93.227.

—
Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GSI HOLDING S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014106696/12.

(140128050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Signatures.

GTCR Gridlock Holdings (Brazil) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 166.879.

—
EXTRAIT

En date du 18 juillet 2014, l'associé de la Société a approuvé la résolution suivante:

- La démission d'Alan Botfield, en tant que gérant de catégorie B de la Société, est acceptée avec effet au 11 juillet 2014.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106697/14.

(140127641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HayFin Onyx LuxCo 2 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 172.941.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014106704/10.

(140128139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HayFin Onyx LuxCo 3 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 172.984.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014106705/10.

(140128138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

In-Situ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1337 Luxembourg, rue de la Cimenterie.

R.C.S. Luxembourg B 56.286.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IN-SITU SA

Référence de publication: 2014106757/10.

(140127129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Inbro S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-6550 Berdorf, 4, Um Millewée.

R.C.S. Luxembourg B 99.758.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106758/10.

(140127814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

HT Wohnen Deutschland I Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 172.700,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 167.671.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2013 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2013 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. Juni 2014.

Für HT Wohnen Deutschland I Holding S.à r.l.

Ein Beauftragter

Référence de publication: 2014106734/13.

(140127227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Hypolux Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 167.019.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106736/9.

(140127729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

I.C. Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5555 Remich, 6, place du Marché.
R.C.S. Luxembourg B 90.896.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106737/9.

(140127205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Ipanema Capital Markets S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 181.646.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68926 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106744/10.

(140127096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Infeurope, Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 62, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 20.174.

Beschluss des Verwaltungsrates der infeurope S. A. vom 16. Juli 2014:

Herr Dr. Arno Jürgen Burr, geboren am 30. November 1965 in Böbingen (Deutschland), wohnhaft Am Schetzepesch 5; L-8281 Kehlen wird als täglicher Geschäftsführer der infeurope S.A. berufen.

Er erhält, immer zusammen mit einem Mitglied des Verwaltungsrats Vertretungsvollmacht für die infeurope S.A..

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2014106762/13.

(140127389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Iberian Hod S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 105.375.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR IBERIAN HOD S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014106747/11.

(140126740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

IBEX Global Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue de Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 176.664.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 21 juillet 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014106749/11.

(140127275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

ICM Diversified Alpha Series, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 94.281.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ICM DIVERSIFIED ALPHA SERIES

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014106750/11.

(140126895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Immobis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 178.393.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2014

Pour compte de Immobis S.A.

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2014106755/12.

(140127570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Julien Cajot S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 157.221.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106795/9.

(140127723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Nexthouse Sud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 41, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 165.722.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014105949/10.

(140126389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Pelmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 43-45, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 170.511.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106002/10.

(140126554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Planet Patent S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 166.751.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014106005/10.

(140126466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Plaza Savrow S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 169.914.

Les comptes annuels de la société Plaza Savrow S.à r.l. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106007/10.

(140126741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

First Solid Rock Portfolio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 175.005.

RECTIFICATIF

Veillez noter qu'une erreur s'est glissée lors du dépôt L140108304 du 30 juin 2014. Il y a lieu de lire que les membres du conseil de gérance ont été nommés en qualité de «gérants».

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour First Solid Rock Portfolio S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014106618/14.

(140127987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Eurostar Diamonds International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 48.916.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 18 juin 2013

Réviseur d'entreprises agréé

L'assemblée générale a renommé réviseur d'entreprises agréé la société AP Audit Sàrl, Rue des Tondeurs 11, L-9501 Wiltz, Luxembourg pour 3 ans jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Conseil d'administration

L'assemblée générale décidé de nommer en tant que nouvel administrateur, Monsieur Fons MANGEN, expert comptable, 147 rue de Warken à L-9088 Ettelbruck jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2014106610/16.

(140128038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Euromed Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 130.308.

—
Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014106609/10.

(140127084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Euromed Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 130.308.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014106608/10.

(140127083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Fiduciaire du Large, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.
R.C.S. Luxembourg B 100.156.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106616/9.

(140127241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

F.C.T.C. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4410 Soleuvre, Z.I. "Um Woeller".
R.C.S. Luxembourg B 94.698.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106614/9.

(140126904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

IVH Lux Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 516.000,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébscite.

R.C.S. Luxembourg B 187.971.

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of July.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

IVH Lux Holdings 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue du Plébscite, L-2341 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 187970 and having a share capital of five hundred sixteen thousand British Pound Sterling (GBP 516,000) (the Sole Shareholder),

hereby represented by Solange Wolter, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorized representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Sole Shareholder, represented as set out above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds twelve thousand (12,000) shares in registered form, having a par value of one British Pound Sterling (GBP 1) each, all subscribed and fully paid up and representing all issued and outstanding shares of IVH Lux Holdings 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue du Plébscite, L-2341 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 187971 and having a share capital of twelve thousand British Pound Sterling (GBP 12,000) (the Company).

II. That the Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, on June 20, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company have not been amended since (the Articles).

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves (i) to create two new categories of shares, being the B Shares and the D Shares, with a nominal value of one British Pound Sterling (GBP 1) each and (ii) to rename and reclassify the existing twelve thousand (12,000) shares in the share capital of the Company into twelve thousand (12,000) A Shares.

The A Shares, the B Shares and the D Shares have the rights and obligations as defined hereafter in the amended provisions of the Articles.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of five hundred four thousand British Pound Sterling (GBP 504,000) so as to raise it from its current amount of twelve thousand British Pound Sterling (GBP 12,000) to five hundred sixteen thousand British Pound Sterling (GBP 516,000), by way of issuance of five hundred four thousand (504,000) A Shares, with a nominal value of one British Pound Sterling (GBP 1) each, having the rights and obligations as defined hereafter in the amended provisions of the Articles.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription for and the full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon,

The Sole Shareholder, represented as above, declares to subscribe to five hundred four thousand (504,000) A Shares, all in registered form and having a par value of British Pound Sterling (GBP 1) each, and fully pays them up by way of a contribution in cash in an amount of five hundred four thousand British Pound Sterling (GBP 504,000), which amount is to be allocated entirely to the share capital account of the Company related to the A shares.

The aggregate amount of five hundred four thousand British Pound Sterling (GBP 504,000) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

Art. 5. “Capital.

5.1. The share capital is set at five hundred sixteen thousand British Pound Sterling (GBP 516,000), represented by:

- five hundred sixteen thousand (516,000) A shares in registered form, having a nominal value of one British Pound Sterling (GBP 1) each;

- zero (0) B share in registered form, having a nominal value of one British Pound Sterling (GBP 1) each; and
- zero (0) D share in registered form, having a nominal value of one British Pound Sterling (GBP 1) each.

5.2 The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles”.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed, on behalf of the Company, to the registration of the above changes and to do any formalities in connection therewith.

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to fully amend and restate the Articles, without amending the object clause, so that the Articles shall henceforth read as follows:

I. “Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is IVH Lux Holdings 2 S.à r.l. (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company shall be the acquisition of ownership interests, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and securities of whatever nature, including bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and other intellectual property rights.

3.2. The Company may borrow in any way form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt or other equity securities. The Company may lend funds, including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other companies which form part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies, which form part of the same group of companies as the Company.

3.3. The Company may further mortgage, pledge, hypothecate, transfer or otherwise encumber all or some of its assets. The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations risk, interest rate fluctuation risk and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property.

3.5. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions, which may be or are conducive to the above-mentioned paragraphs of this Article 3.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares**Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at five hundred sixteen thousand British Pound Sterling (GBP 516,000), represented by:

- five hundred sixteen thousand (516,000) A shares in registered form, having a nominal value of one British Pound Sterling (GBP 1) each;

- zero (0) B share in registered form, having a nominal value of one British Pound Sterling (GBP 1) each; and

- zero (0) D share in registered form, having a nominal value of one British Pound Sterling (GBP 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per share.

6.2. For the purposes of this article, Transfer means, in respect of shares, any sale, transfer, assignment, pledge, mortgage, exchange, hypothecation, grant of a share or other disposition or encumbrance of any share (whether with or without consideration, whether voluntary or involuntary and including by operation of law or the creation of any derivative or synthetic interest) or the acts thereof, or an offer or agreement to do the foregoing of any such share and, in respect of shares, Transferred, Transferor and Transferee shall be construed accordingly. Any Transfer of shares is subject to the terms and conditions of the Law, of these Articles and of any other restrictions to which the shareholders and the Company may agree from time to time under any agreement(s) (collectively, the Relevant Agreement).

6.3. Subject to further restrictions set out in Relevant Agreement, any Transfer of shares shall be made in accordance to the provisions of the Relevant Agreement. Any Transfer carried out in violation of the provisions of this article.

6.3 shall be null and void and have no effect towards the Company.

6.4. In addition to article 6.3, when the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. In the event of existence of a Relevant Agreement which provide for further restrictions in relation to the Transfer of shares, the Transferor shall procure that the Transferee adheres to the Relevant Agreement prior to the Transfer of any shares. Any Transfer of shares which were not executed in accordance with the procedures provided for in these Articles and in the Relevant Agreement shall be null and void and have no effect towards the Company. The Company shall refuse to record in the relevant register(s) any transactions made on shares which were not executed in accordance with the procedures provided for in these Articles and the Relevant Agreement and to recognize in that case any right to third parties in or against the Company. Any third party who intends to acquire shares is put on notice to take the appropriate steps and to make the appropriate enquiries in order to assess whether any contemplated Transfer of shares is subject to Transfer restrictions and requirements under such Relevant Agreement.

6.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.8. The Company may redeem its own shares, provided:

(i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or

(ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation**Art. 7. Appointment and removal of managers.**

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholders

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January and ends on the thirty-first (31st) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

13.5. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held at the registered office or at any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the following business day.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more statutory auditors (commissaires), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The statutory auditors are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five percent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten percent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits in accordance with the Relevant Agreement. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the interim dividend is decided in accordance with the Relevant Agreement;
- (ii) the Board must draw up interim accounts;
- (iii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iv) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (v) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realize the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realization of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time".

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand five hundred Euro (EUR 2,500.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française de l'acte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinze juillet.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

IVH Lux Holdings 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 5, rue du Plébiscite, L-2341 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187970 et disposant d'un capital social de cinq cent seize mille livres sterling (GBP 516,000) (l'Associé Unique),

ici représentée par Solange Wolter, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après signature ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, la procuration restera annexée au présent acte pour être enregistré avec lui.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient douze mille (12.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées et représentant toutes les parts sociales émises et en circulation de IVH Lux Holdings 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 5, rue du Plébiscite, L-2341 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187971 et disposant d'un capital social de douze mille livres sterling (GBP 12.000) (la Société).

II. Que la Société a été constituée suivant un acte de Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, le 20 juin 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis (les Statuts).

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide (i) de créer deux nouvelles catégories de parts sociales, à savoir les parts sociales B et les parts sociales D, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune et (ii) de renommer et reclassifier les douze mille (12.000) parts sociales dans le capital social de la Société en douze mille (12.000) parts sociales A.

Les parts sociales A, les parts sociales B et les parts sociales D ont les mêmes droits et obligations tels que définis ci-après dans les dispositions modifiées des Statuts.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de cinq cent quatre mille livres sterling (GBP 504.000) de sorte de le porter de son montant actuel de douze mille livres sterling (GBP 12.000) à cinq cent seize mille livres sterling (GBP 516.000), par voie d'émission de cinq quatre mille (504.000) Parts Sociales A, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, ayant les droits et obligations tels que définis ci-après dans les dispositions modifiées des Statuts.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et enregistrer la souscription suivante à et la libération intégrale de l'augmentation de capital social comme suit:

Souscription - Libération

Sur ces faits,

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cinq cent quatre mille (504.000) parts sociales A, toutes sous forme nominative et ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune, et accepte de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de cinq cent quatre mille livres sterling (GBP 504.000) qui sera intégralement affecté au compte de capital social de la Société relié aux parts sociales A.

Le montant total de cinq cent quatre mille livres sterling (GBP 504.000) est à la disposition de la Société dont la preuve a été fournie au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

Art. 5. "Capital.

5.1. Le capital social est fixé à cinq cent seize mille livres sterling (GBP 516.000), représenté par:

- cinq cent seize mille (516.000) parts sociales A sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune;
- zéro (0) part sociale B sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune; et
- zéro (0) part sociale D sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts."

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société pour procéder, au nom de la Société, à l'enregistrement des changements ci-dessus et accomplir toutes les formalités connexes.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de modifier complètement et reformuler les Statuts, sans modifier l'objet social, de sorte qu'ils aient désormais la teneur suivante:

I. "Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est IVH Lux Holdings 2 S.à r.l. (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est l'acquisition d'intérêts de propriété, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises, sous quelque forme que ce soit ainsi que la gestion de ces intérêts de propriété. La Société peut notamment acquérir par voie de souscription, achat ou échange ou par tout autre moyen toutes valeurs, actions et titres/garanties de quelque nature que ce soit en ce compris les obligations, certificats, certificats de dépôt et tous autres instruments et plus généralement tous titres/garanties, instruments financiers émis par une entité privée ou publique quelle qu'elle soit. La Société peut également participer dans la création, le développement et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et autres droits de propriété intellectuelle.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de créances et obligations et autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances négociables. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations à ses filiales, sociétés affiliées et sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

3.3. La Société peut en outre gager, hypothéquer, céder ou de tout autre manière grever tout ou partie de ses actifs. La Société peut en général employer toutes techniques et utiliser tous instruments en relation avec ses investissements en vue de la gestion optimale, incluant les techniques et instruments en vue de protéger la Société contre les risques de crédit, de fluctuation des devises et des taux d'intérêts et autres risques.

3.4. La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles et effectuer toutes transactions dans le domaine immobilier ou relatives à des biens immobiliers.

3.5. La Société peut exercer toutes activités commerciales, financières ou industrielles qui peuvent être ou qui sont conformes aux paragraphes mentionnés ci-dessus dans le présent article 3.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à cinq cent seize mille livres sterling (GBP 516.000), représenté par:

- cinq cent seize mille (516.000) parts sociales A sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune;

- zéro (0) part sociale B sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune; et

- zéro (0) part sociale D sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une livre sterling (GBP 1) chacune.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6 Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2 Pour les besoins du présent article, Cession signifie, à l'égard des parts sociales, toute vente, cession, affectation, nantissement, hypothèque, échange, octroi d'une part sociale ou toute autre disposition ou charge de toute part sociale (que ce soit avec ou sans contrepartie, qu'elle soit volontaire ou involontaire, et notamment par la loi ou la création d'un intérêt synthétique ou dérivatif) ou les actes de ceux-ci, ou une offre ou accord d'accomplir ce qui précède de toute part sociale et, à l'égard des parts sociales, Cédées, Cédant et Cessionnaire seront interprétés en conséquence. Toute cession de parts sociales est soumise aux termes et conditions de la Loi, des présents Statuts et de toutes autres restrictions auxquelles les associés et la Société peuvent s'entendre de temps à autre dans tout accord (ensemble, l'Accord Concerné).

6.3 Sous réserve d'autres restrictions fixées dans un Accord Concerné, toute Cession de parts sociales est effectuée conformément aux dispositions de l'Accord Concerné. Toute Cession effectuée en violation des dispositions du présent article 6.3 sera considérée comme nulle et non avenue et sans effet envers la Société.

6.4 En sus de l'article 6.3, lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5 Dans le cas de l'existence d'un Accord Concerné qui prévoit des restrictions supplémentaires concernant la Cession de parts sociales, le Cédant fera en sorte que le Cessionnaire adhère à l'Accord Concerné avant la cession de parts sociales. Toute Cession de parts sociales qui n'a pas été effectuée conformément aux procédures visées dans les présents Statuts et dans tout Accord Concerné sera nulle et non avenue et sans effet envers la Société. La Société doit refuser d'enregistrer dans le(s) registre(s) concerné(s) toute transaction faite sur des parts sociales qui n'est pas effectuée conformément aux procédures visées dans les présents Statuts et dans l'Accord Concerné et de reconnaître dans ce cas, tout droit aux tiers envers ou contre la Société. Toute tierce partie qui a l'intention d'acquérir des parts sociales est tenue d'accomplir les mesures requises et de procéder aux enquêtes appropriées afin d'évaluer si la Cession envisagée est soumise aux restrictions de Cession et exigences en vertu de l'Accord Concerné.

6.6 Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.7 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.8. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de deux différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associés

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions écrites des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2 Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

13.5 Si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), l'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 14. Commissaires / réviseurs d'entreprises.

14.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2 Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels conformément à l'Accord Concerné. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) le dividende intérimaire est décidé conformément à l'Accord Concerné;

(ii) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(iii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(vi) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(v) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation, (s'il y en a), après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés."

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ deux mille cinq cents euros (EUR 2.500,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente, qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, il a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 juillet 2014. Relation: LAC/2014/34909. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145585/616.

(140165918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

JMH Absolute Return SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.246.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the fifth of September.

Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

JMH FZE, having its registered office in limited liability, having its registered office in PO Box 17931, Jebel Ali, Dubai, United Arab Mirates,

here represented by Mr. Hugues de Monthébert, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxy given, signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which he acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation (the "Articles") of a société anonyme (S.A.) with variable share capital qualifying as a specialized investment fund (SIF) which he forms:

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares of JMH ABSOLUTE RETURN SICAV SIF, a Luxembourg company under the form of a "société anonyme", qualifying as a specialised investment fund under the law of 13 February 2007 (the "Law of 2007") relating to specialised investment funds ("SIF").

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The board of directors of the Company (the "Board of Directors") is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg by taking the appropriate resolution. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders of the Company deliberating in the manner required for the amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent or interfere with the normal activity at the registered office of the Company or with the ease of communication between such office and abroad, the registered office of the Company may be, by decision of the Board of Directors, temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect

on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an indefinite period. It may be dissolved by a decision of the general meeting of its shareholders deliberating in the manner required for the amendments to the Articles.

Art. 4. Object. The exclusive object of the Company is to invest the funds available to it in a portfolio of assets, within the widest meaning permitted by the Law of 2007, with the aim of spreading the investment risks and providing to its shareholders the results of management of its assets. The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the Law of 2007.

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be represented by fully paid-up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company. The initial share capital of the Company corresponds to 30,000 GBP (thirty thousand Great Britain Pounds) divided into 300 (three hundred) shares fully paid-up shares of no par value. The subscribed share capital of the Company, increased by the share premium (if any), shall not be less than minimum provided for by the Law of 2007, corresponding in GBP to one million two hundred fifty thousand Euro (1,250,000 Euro), which must be achieved within twelve months after the date on which the Company has been authorized as a SIF under Luxembourg law.

Art. 6. Classes of shares. The shares to be issued pursuant to Article 10 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for each Sub-fund (as determined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the principle of risk spreading provided by law and any investment restriction determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may, at any time, establish a pool of assets constituting a portfolio of assets ("Sub-fund") for one class of shares or for multiple classes of shares in the manner described in Article 13 hereof and in accordance with the requirements of the Law of 2007 and of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law of 1915"). As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board of Directors may create each Sub-fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board of Directors may, at the expiry of the initial period of time, prorogate the duration of the relevant Sub-fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with the provision of the present Articles.

At each prorogation of a Sub-fund, the shareholders shall be duly notified in accordance with applicable laws and regulations. The offering document relating to the shares of the Company, as may be amended from time to time (the "Issue Document") shall indicate the duration of each Sub-fund and if appropriate, its prorogation.

For each class of shares, the Board of Directors may also decide to create two or more sub-classes whose assets will generally be invested in accordance with the specific investment policy of the class in question. However, the sub-classes may differ in terms of their specific subscription and/or redemption fee structures, specific exchange rate hedging policies, specific distribution policies, currencies into which Shares are denominated and/or specific management or advisory fees, or other specific features applicable to each sub-class.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the share capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

The features of the classes of shares offered are detailed in the Issue Document.

The shares of the various classes shall confer upon their holders the right to one vote on all matters coming before general meetings of shareholders. Rights conferred on fractional shares shall be exercised pro rata of the fraction held by the holder of the share, except for voting rights, which can only be exercised for whole shares.

The shares of each Sub-fund will be entitled to participate equally as to profits, dividends and any liquidation proceeds (taking into account, as the case may be, the respective net asset value of the Shares in the case of issue of several Sub-Classes of Shares within a given Sub-fund). The shares have no mention of value and bear no preference right or right of pre-emption.

Art. 7. Restrictions to the subscription for shares. Shares may only be subscribed and held by investors which comply with the provisions of the Law of 2007 (the "Eligible Investors"), being:

- institutional investors; or
- professional investors, or
- any other investor who has declared in writing that he adheres to the status of a "well-informed investor" and

* either invest a minimum equivalent, in the currency of the Sub-fund or class of shares, to one hundred twenty five thousand Euros (125.000 Euro) in the Company, or

* provide an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Company.

The Board of Directors or, as the case may be the entities appointed by the Board of Directors to receive subscription orders for shares of the Company, may request all information and documents required or necessary in order to assess the status as Eligible Investor of an investor.

The Company will not give effect to any transfer of shares to an investor who does not comply with the above provisions of this Article.

Art. 8. Restrictions on the ownership of shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred. Specifically but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any US Person, as defined in this Article (such persons, firms or corporate bodies to be determined by Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Persons").

For such purposes the Company may:

(A) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(B) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

(C) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

(D) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his/her name shall be removed from the register of shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the Net Asset Value (as defined hereinafter) per share of the relevant class of shares as at the Valuation Day (as defined in Article 14 below) specified by the Board of Directors for the redemption of such shares in the Company next preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with the provisions of the present Articles, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and un-matured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of six months from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall be deposited with the "Caisse de Consignation". The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership

of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

"Prohibited Person" as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the terms "U.S. Person" mean with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or "resident alien" within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term "U.S. Person" means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on this worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term "U.S. person" also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. "United States" means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

Art. 9. Form of shares. Shares are issued without par value and are fully paid-up. All shares, whatever the Sub-fund and class into which they fall, will be issued in registered form in the name of the subscriber, evidenced by entry of the subscriber in the register of shareholders. The Board is entitled to decide on the issue of registered share certificates (or decide not to issue registered share certificates), in which case a registered share certificate may be provided at the express request of the shareholder. If a shareholder requires more than one registered certificate for his shares, the cost of additional certificates may be charged to him.

The register of shareholders shall be held by the Company or by one or several persons appointed to such effect by the Company. The entry in the register must indicate the name of each holder of registered shares, their elected place of residence, domicile or registered office, the number of registered shares which they hold, and the amount paid on each of the shares. Any transfer of registered shares, whether inter vivos or causa mortis, shall be entered in the register of shareholders, whereby such entry must be signed by one or several executives or authorized agents of the Company, or by one or several other persons appointed to such effect by the Board of Directors.

In the case that certificates have been issued, the transfer of registered shares shall be undertaken by submitting to the Company certificates representing such shares, together with all other transfer documents required by the Company or, if no certificate has been issued, by way of a written transfer declaration entered in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee or by their agents providing evidence of the required powers.

In the case that the issue of registered share certificates has been decided by the Board, any shareholder wishing to obtain registered share certificates must provide to the Company an address to which all communications and information may be sent. Such address shall also be entered in the register of shareholders.

In the event that a registered shareholder does not provide any address to the Company, mention may be made to this effect in the register of shareholders, and the address of the shareholder shall be deemed to be at the registered office of the Company or any other address which shall be fixed by the Company until such time as another address shall be supplied by the shareholder. The shareholder may at any time cause the address to be entered in the register of shareholders to be changed by way of written declaration sent to the registered office of the Company, or to any other address which may be stipulated by the Company.

Shares shall only be issued upon acceptance of subscription and receipt of the price payable in accordance with Article 10 of the present Articles.

Shares may be issued in fractions of shares up to 6 decimals, as the Board of directors may decide.

Art. 10. Issue of shares. Within each Sub-fund, the Board of Directors is authorized, at any time and without limitation, to issue additional shares, fully paid-up, without reserving to the former shareholders any preferential subscription right.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class (or Sub-Class) of shares in any Sub-fund; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class (or Sub-Class) within any Sub-fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issue Document.

Whenever the Company offers shares for subscription, the subscription price per share at which such shares are offered will be the Net Asset Value per share of the relevant class (or Sub-Class) within the relevant Sub-fund as determined in compliance with Article 13 hereof as of the relevant Valuation Day, as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such subscription price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company (if any) when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The subscription price as the case may be increased by the foregoing percentage shall be payable within a period as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed for each Sub-fund in the Issue Document.

The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions and to receive payment of the subscription price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may redeem the shares issued whilst retaining the right to claim its issue fees, commissions and any other fees.

Subject to applicable law and to the preparation of an audited report drawn up by the Auditor of the Company, the Board of Directors may, at its discretion, agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets provided that such securities or assets comply with the investment objective and policy of the Sub-fund. The Board of Directors will only exercise its discretion if: (i) the relevant Shareholder consents thereto; and (ii) the transfer would not adversely affect the other Shareholders. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of other securities or assets shall be borne by the relevant Shareholder.

Art. 11. Redemption of shares. Except if prohibited by the Board of Directors for a Sub-fund or a class (or Sub-Class) of shares within a Sub-fund in the Issue Document, each shareholder shall be entitled, subject to any terms, conditions and restrictions imposed by the Board of Directors, to ask the Company to redeem all or part of the shares the shareholder holds; it being understood that the Board of Directors may impose restrictions as to the frequency at which shares may be redeemed in any Sub-fund.

Shares shall be redeemed compulsorily if the shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor.

Shares may also be redeemed in other circumstances, as provided for in the Issue Document.

The redemption price of a share will be equal to the Net Asset Value per share of the relevant class (or Sub-Class) of shares of the relevant Sub-fund, as determined in accordance with the provisions of Article 13 hereinafter, less any percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company (if any) as disclosed for each Sub-fund, respectively class (or Sub-Class) of shares, in the Issue Document. The redemption price will be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors may determine.

In the event of significant redemption applications relating to one Sub-fund, the Company may, but has no obligation to, decide that part or all of such redemption request be deferred and process such redemption requests at a redemption price determined further to selling the necessary securities in the shortest time possible and once the Company is able to have disposal in respect of the proceeds of such sales. In order to ensure an equal treatment of investors, such a delay in the processing of the redemptions will apply to all investors requesting the redemption and will apply to the entirety of shares presented for redemption. A single redemption price shall be calculated for all redemption applications presented at the same time. On the next Valuation Day, these redemption requests will be treated in priority to later requests.

All redemption applications must be presented by the shareholder in writing to the registered office of the Company or to another legal entity authorised with regard to the redemption of shares. Applications must state the name of the shareholder, the Sub-fund, the class of shares, the number of shares or the amount to be redeemed, as well as the instructions for paying the redemption price.

The Board of Directors may delegate to any director or any executive or other authorised agent of the Company duly authorised to such effect the task of accepting redemptions and of paying or receiving payment of the redemption price of the shares to be redeemed.

The redemption price shall be payable within a period as determined from time to time by the Board of Directors and disclosed for each Sub-fund in the Issue Document.

Subject to applicable law and to the preparation of an audited report drawn up by the Auditor of the Company, the Board of Directors may, at its discretion, pay the redemption price to the relevant Shareholder by means of a contribution in kind of securities and other assets of the relevant Sub-fund up to the value of the redemption amount. The Board of Directors will only exercise this discretion if: (i) the relevant Shareholder consents thereto; and (ii) the transfer would not adversely affect the remaining Shareholders. Any costs incurred in connection with a redemption in kind of securities or other assets shall be borne by the relevant Shareholder.

Neither the Board of Directors nor the custodian bank of the Company may be held liable for any failure to pay redemption proceeds resulting from the application of any exchange control or other circumstances that are outside their control, which would restrict transfer of the proceeds from the redemption of the shares or make it impossible.

Before the redemption price can be paid, redemption applications must be accompanied by the share certificate(s) (when issued) in the due and proper form and the documents required for the transfer.

Shares repurchased by the Company may be cancelled.

Art. 12. Conversion and transfer of shares. Except if prohibited by the Board of Directors for a Sub-fund or a class (or subclass) of shares in the Issue Document, each shareholder shall be entitled, subject to any terms, conditions and restrictions imposed by the Board of Directors, to move from one Sub-fund or one class of share into another Sub-fund or another class of share within the same Sub-fund and to request conversion of the shares which he holds in a given Sub-fund or class of share into shares within another Sub-fund or class of share within the same Sub-fund.

The Board of Directors may impose such restrictions as it shall deem necessary on the frequency of conversions and it may render conversions subject to payment of costs, the amount of which it shall determine on a reasonable basis.

Conversion will be computed on the basis of the relevant Net Asset Value per share of the classes (or sub-classes) of share of the Sub-funds in question, calculated as of the same Valuation Day, in accordance with the provisions of Article 13 of the present Articles and as further described in the Issue Document.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate Net Asset Value of the shares held by any shareholder in any Sub-fund and/or class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that such request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such Sub-fund and/or class of shares.

All conversion applications must be presented by the shareholder in writing to the registered office of the Company or to another legal entity authorized with regard to the conversion of shares. The application must state the name of the investor, the Sub-fund and the class (or sub-class) of shares held, the number of shares or the amount to be converted, as well as the Sub-fund and the class (or sub-class) of shares to be obtained in exchange. It must be accompanied by any share certificates issued. The new share certificates (if any) shall not be prepared until the old certificates have been returned to the Company.

Fractions of shares resulting from the conversion will be allocated and no payment in cash corresponding to such fractions will be done.

The Board of Directors may delegate to any director or any executive or other authorised agent of the Company duly authorized to such effect the task of accepting conversions.

Shares, which have been converted into other shares, may be cancelled.

The Issue Document may provide for a Sub-fund or a class (or sub-class) of shares that shares may only be transferred, pledged or assigned to Eligible Investors with the written consent from the Board of Directors, which consent shall not be unreasonably withheld. Any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered by the seller. The Company will not give effect to any transfer of shares to any investor which may not be considered as an Eligible Investor.

Art. 13. Net asset value. The net asset value (the "Net Asset Value") of a share, irrespective of the Sub-fund and class for which it is issued, shall be determined in the currency chosen by the Board of Directors, as disclosed in the Issue Document, by way of a figure obtained by dividing on the Valuation Day the net assets of the Sub-fund in question by the number of shares issued in such Sub-fund and such class of shares.

The Net Asset Value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine. If, since the time of determination of the Net Asset Value, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

Valuation of the net assets of the various Sub-funds shall be performed as follows (In the case of issue of Shares pertaining to various Sub-Classes of Shares within a Sub-funds, the same principle shall apply to the calculation of the NAV of Shares within a Sub-fund):

The net assets of the Company shall be formed by the assets of the Company as defined below, less the liabilities of the Company as defined below, on the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares is determined.

(1) The assets of the Company comprise the following:

- a) all cash in hand or held at banks, including interest accrued and not paid;
- b) all bills and notes payable at sight and accounts receivable, including proceeds from the sale of securities, the price of which has not yet been collected;
- c) all securities, units, shares, bonds, option or subscription rights, and other investments and transferable securities which are the property of the Company;
- d) all dividends and distributions due to the Company in cash or securities insofar as the Company could reasonably have knowledge thereof (the Company may however make adjustments in view of fluctuations in the market value of transferable securities on the basis of operations such as ex dividend and ex rights trading);
- e) all interest accrued and not paid produced by the securities which are the property of the Company, unless however such interest is included in the principal amount of such securities;
- f) the costs of incorporation of the Company insofar as they have not been amortized;

g) all other assets, whatever the nature thereof, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined at their fair value in good faith according to the following principles:

a) The value of the liquid asset, bills or notes payable on demand and accounts receivable, prepaid expenditures, dividends and interest announced or come to maturity not yet affected, will be constituted by the nominal value of these assets, except if it turns out however unlikely that this value could be affected and in the latter case, the value will be determined by subtracting a certain amount that the Company deems appropriate to reflect the real value of these assets.

b) The value of securities that are listed or traded on a stock exchange will be determined following their last-known price.

c) The value of securities that are traded on a regulated market will be determined in a manner as close as possible to that contained in the preceding paragraph.

d) The securities not listed or traded on a regulated market, or the securities for which on a valuation day, no price is available or if the price determined in accordance with paragraphs (b) or (c) does not represent the real value, these securities will be evaluated on the basis of the probable value, which should be expressed prudently and in good faith.

e) The units and/or shares of undertaking for collective investments and any private equity fund, will be evaluated on the basis of latest known net asset value.

f) The value of private equity firms will be determined on the basis of the latest annual audited accounts available. This value may be adjusted according to the un-audited accounts available.

g) The values expressed in a currency other than the currency of reference of the Sub-fund will be converted to the relevant currency based on the average price between the last available bid/ask price in Luxembourg or, failing that, on the market that is most representative for these securities.

h) Payments made and received by a Sub-fund under swap contracts will be updated on the valuation date at the zero-coupon swap rate corresponding to the maturity of these payments. The value of the swaps will then be equal to the difference between the two updates.

i) Sums paid by a Sub-fund for Total Return Swaps are updated on the valuation date at the zero-coupon swap rates corresponding to the maturity of these sums.

The sum received by the protection buyer, which corresponds to a combination of options, is also updated, and is a function of a number of parameters, notably including the price, volatility and probability of inadequacy of the underlying asset.

The value of Total Return Swaps thus equals the difference between the two updated sums described above.

The Board of Directors is authorised to adopt any other appropriate principles for valuing the Sub-fund's assets if extraordinary circumstances make it impossible or inappropriate to calculate the values based on the aforementioned criteria.

For some Sub-funds, in the interests of Shareholders and to the extent deemed appropriate by the Board of Directors, taking into account market conditions and / or the level of subscriptions and redemptions in a given Sub-fund in relation to the size of that Sub-fund, the net asset value of the Sub-fund may be (i) calculated on the basis of the offer or redemption prices of shares in its portfolio and/or adjusted for appropriate sales commissions and dealing costs or (ii) adjusted to take into account the impact resulting from the difference between the dealing price and the valuation of the investments or disinvestments, and/or sales commissions and/or dealing fees incurred.

(2) The liabilities of the Company comprise the following:

a) all loans, bills outstanding and accounts payable;

b) all administration costs outstanding or due, including remuneration to investment advisors, managers, the custodian bank, representatives and agents of the Company;

For the valuation of the amount of these liabilities, the Company shall take into account prorata temporis the expenses, administrative and other, that occur regularly or periodically;

c) the Company constitutes one single legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The assets, liabilities, expenses and costs that cannot be allotted to one Sub-fund will be charged to the different Sub-funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets;

Adequate provisions will be made, Sub-fund by Sub-fund, for expenses to be borne by each of the Company's Sub-fund and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria;

d) all known obligations, whether outstanding or not yet payable, including all contractual obligations due which relate to payments either in cash or in kind, including the amount of the dividends announced by the Company but not yet paid, when the Valuation Day coincides with the date on which determination of the person entitled thereto is undertaken;

e) an appropriate provision for tax on share capital and income, accrued to the Valuation Day and fixed by the Board of Directors, and other provisions authorized or approved by the Board of Directors;

f) all other obligations of the Company, whatever the nature thereof, with the exception of the liabilities represented by the Company's own funds. With regard to valuation of the amount of such liabilities, the Company may take account

of administrative and other expenses which are regular or periodic in nature by way of an estimate for the year or any other period, allocating the amount pro rata over the fractions of such period.

(3) The net assets attributable to all the shares in a Sub-fund shall be formed by the assets of the Sub-fund less the liabilities of the Sub-fund.

If, within a given Sub-fund, subscriptions or share redemptions take place in respect of shares of a specific class, the net assets of the Sub-fund attributable to all the shares of such class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company on the basis of such share subscriptions or redemptions.

(4) The Board of Directors shall establish for each Sub-fund a portfolio of assets which shall be allocated in the manner stipulated below to the shares issued in respect of the Sub-fund and the class in question in accordance with the provisions of the present Article. For this purpose:

a) the proceeds resulting from the issue of shares pertaining to a given Sub-fund shall be allocated in the books of the Company to such Sub-fund, and the assets, liabilities, income and expenses relating to such Sub-fund shall be attributed to such Sub-fund;

b) when an asset is derived from another asset, such latter asset shall be attributed, in the books of the Company, to the same Sub-fund as that to which the asset belongs from which it was derived, and upon each revaluation of an asset, the increase or reduction in value shall be attributed to the Sub-fund to which such asset belongs;

c) when the Company bears a liability which relates to an asset of a specific Sub-fund or to an operation effected in connection with an asset of a specific Sub-fund, such liability shall be attributed to the same Sub-fund;

d) The assets, liabilities, expenses and costs that cannot be allotted to one Sub-fund will be charged to the different Sub-funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets. The Company constitutes a single legal entity;

e) following payment of dividends on dividend shares relating to a given Sub-fund, the value of the net assets of such Sub-fund attributable to such dividend shares shall be reduced by the amount of such dividends in accordance with the provisions contained at (6) below.

(5) For the requirements of this Article:

a) each share of the Company which is in the process of being redeemed pursuant to Article 11 of the present Articles shall be considered as a share which is issued and existing until the time of close of business on the Valuation Day applying to redemption of such share and the price thereof shall, with effect from and until such time as the price thereof is paid, be considered as a liability of the Company;

b) each share to be issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be treated as being issued with effect from close of business on the Valuation Day during which its issue price has been determined, and the price thereof shall be treated as an amount due to the Company until the Company has received the same;

c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than in the respective currency of each Sub-fund or class, as the case may be, shall be valued taking account of the exchange rates in force on the date and at the time of determination of the Net Asset Value of the shares; and

d) on the Valuation Day, effect shall be given insofar as possible to any purchase or sale of securities contracted by the Company.

(6) Insofar as, and during any time when, among the shares corresponding to a specific Sub-fund, shares of different Sub-Classes shall have been issued and shall be in circulation, the value of the net assets of such Sub-fund, established pursuant to the provisions at (1) to (5) of the present Article, shall be apportioned over the whole of the shares of each Sub-Class.

The percentage of the total net asset value of the relevant compartment that can be attributed to each sub-class of shares, which was initially identical to the percentage of the number of shares represented by the sub-class of shares in question, varies according to the level of distribution shares, as follows:

a) if a dividend or any other distribution is paid out for distribution shares, the total net assets attributable to the sub-class of shares will be reduced by the amount of this distribution (thereby reducing the percentage of the total net assets of the compartment in question, attributable to the distribution shares) and the total net assets attributable to capitalisation shares will remain identical (thereby increasing the percentage of the compartment's total net assets attributable to the capitalisation shares);

b) if the capital of the compartment in question is increased through the issue of new shares in one of the sub-classes, the total net assets attributable to the sub-class of shares concerned will be increased by the amount received for this issue;

c) if the shares of a sub-class are redeemed by a given compartment, the total net assets attributable to the corresponding sub-class of shares will be reduced by the price paid for the redemption of these shares;

d) if the shares of a sub-class are converted into shares of another subclass, the total net assets attributable to this sub-class will be reduced by the net asset value of the shares converted while the total net assets attributable to the sub-class in question will be increased by the same amount.

(7) In the absence of significant error as defined by Luxembourg regulation, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors has appointed for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

If, within a given Sub-fund, share subscriptions or redemptions shall take place in respect of a class of shares, the net assets of the Sub-fund attributable to all shares of such class shall be increased or reduced by the net amounts received or paid by the Company on the basis of such share subscriptions or redemptions.

At any given moment, the Net Asset Value of a share in a specific Sub-fund or class shall be equal to the amount obtained by dividing the net assets of such Sub-fund attributable to all shares of such class by the total number of shares of such class issued and in circulation at the time.

Art. 14. Frequency and temporary suspension of calculation of the net asset value of shares, issues, redemption and conversions of shares.

(1) Frequency of calculation of Net Asset Value

In each Sub-fund, the Net Asset Value of shares, including the relevant issue price and redemption price, shall be determined periodically by the Company or by a third party appointed by the Company, in accordance with applicable laws and regulations at a frequency as the Board of Directors shall decide (whereby each such day of calculation of the Net Asset Value of the assets shall be referred to in the present Articles as a "Valuation Day").

If a Valuation Day falls on a statutory public or bank holiday in Luxembourg, the Net Asset Value of the shares shall be determined on the date as specified in the Issue Document.

(2) Temporary suspension of calculation of Net Asset Value

The calculation of the net asset value per share, as well as the issue, redemption and conversion of the shares of one or more Sub-funds may be suspended by the Board of Directors in the following instances:

(i) When one or more stock exchanges or markets on which a significant percentage of the Sub-fund's assets are valued or one or more foreign exchange markets, in the currencies in which the net asset value of shares is expressed or in which a substantial portion of the Sub-fund's assets is held, are closed, for a reason other than for normal holidays or if dealings on them are suspended, restricted or subject to major fluctuations in the short term;

(ii) When, as a result of political, economic, military, monetary or social events, strikes or any other cases of force majeure outside the responsibility and control of the Company, the disposal of the Sub-fund's assets is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to Shareholders' interests;

(iii) When there is a breakdown in the normal means of communication used to calculate the value of an asset in the Sub-fund or if, for whatever reason, the value of an asset in the Sub-fund cannot be calculated as promptly or as accurately as required;

(iv) When, as a result of currency restrictions or restrictions on movement of capital, transactions for the Sub-fund are rendered impracticable, or purchases or sales of the Sub-fund's assets cannot be carried out at normal rates of exchange;

(v) following the occurrence of an event entailing the liquidation of the Company or one of its Sub-funds.

In case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of shares and the issue, redemption and conversion of the shares for a Sub-fund, the Company shall give notification of such suspension to the shareholders seeking subscription, redemption or conversion of shares, whereby shareholders may cancel their instructions.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value, of the issue, redemption or conversion of shares will be notified to the other shareholders through any appropriate means.

A suspension concerning one Sub-fund shall not have any effect on calculation either of Net Asset Value or on the issue, redemption or conversion of shares in the Sub-funds not affected.

The Company may, at any time and at its discretion, temporarily discontinue, permanently cease or limit the issue of shares in one or more Sub-funds to natural or legal entities resident or domiciled in certain countries or territories. It may also prohibit them from acquiring Shares if such a measure is deemed necessary to protect all Shareholders and the Company.

Moreover, the Company has the right to:

(i) reject any application to subscribe for Shares at its discretion;

(ii) redeem Shares acquired in breach of an exclusion measure at any time.

Art. 15. Board of directors. The Company is managed by a Board of Directors consisting of a minimum of three (3) directors, who need not to be shareholders of the Company.

Directors are elected for a renewable term of a maximum of six years by the general meeting of shareholders, which shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. The directors may be removed ad nutum by a resolution of a general meeting of shareholders.

In the event that a director is a legal entity, a permanent individual representative thereof should be designated to perform this role in the name and on behalf of the legal entity. Such individual is submitted to the same obligations than the others directors. Such individual may only be revoked upon appointment of a replacement individual representative.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 16. Board meetings. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman. It may choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders.

The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting, and, in principle, once a year, depending upon business needs.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the Board of Directors members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a general meeting of shareholders, that any other person, shall be in chair for such meetings.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors is present or represented.

Resolutions of the Board of Directors are taken upon the affirmative vote of the majority of its members. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

A director shall be prohibited from voting on any issue in which it has a conflict of interest with the Company, as further described under Article 21 of the present Articles. In that case, the majority of votes will be determined not counting the director concerned.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or by any two directors. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings. Each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 17. Powers of the board of directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company. In particular, the Board of Directors shall determine the investment objectives and policies of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Issue Document, in compliance with applicable laws and regulations.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may, under its responsibility, appoint special committees in order to conduct certain tasks and functions expressly delegated to such committee or grant special powers by notarized proxy or private instrument.

Art. 18. Indemnification of directors. The Company will indemnify, to the maximum extent permitted by the applicable laws and regulations, the directors, and their respective directors, officers, partners, employees, affiliates and assigns, against any losses, liabilities, claims and related expenses including attorneys' fees, incurred by reason of his being a director of the Company or having any action performed or omitted any action in connection with the activities of the Company or in dealing with third parties on behalf of the Company, provided such action or decision not to act was taken in good faith, and does not constitute gross negligence, intentional misconduct, knowing violation of applicable laws/or regulations or an intentional or material breach of these Articles.

Art. 19. Corporate signature. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors or the single signature of any other person to whom such power has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. Delegation of powers. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the Board of Directors, and who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Board of Directors will determine any such officers or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. The Board of Directors may in particular appoint, under its responsibility investment advisors and managers, as well as administrative agents. The Board of Directors may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them and the determination of their remuneration to be borne by the Company.

Art. 21. Conflicts of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving Pictet & Cie (Europe) S.A., its subsidiaries, branches or affiliate companies any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 22. Custodian bank. To the extent required by the Law of 2007, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.

The custodian bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007.

If the custodian bank desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavors to find a successor custodian and will appoint it in replacement of the retiring custodian bank. The Board of Directors may terminate the appointment of the custodian bank but shall not remove the custodian bank unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof. The functions and responsibilities of the custodian bank in accordance with the Law of 2007 shall be transferred to the successor custodian within ninety days.

Art. 23. Independant auditor. The Company shall appoint an independent and external auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The independent auditor shall be elected by the general meeting of shareholders and shall hold office until his or her successor is elected.

Art. 24. Representation of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Art. 25. Date of the annual general meeting. The annual general meeting of shareholders will be held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting on the fourth Friday of the fourth Friday of the month of April of each year, at 11:00 am (Luxembourg time), and the first time in the year 2015. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the meeting will be held on the following bank business day in Luxembourg.

Art. 26. Other general meetings. The Board of Directors may convene other general meetings of the shareholders.

Such meetings must be convened if shareholders representing one tenth of the Company's share capital so require.

Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-fund. In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class of shares. The provisions as to general meetings of shareholders of the Company provided herein shall apply mutatis mutandis to such general meetings of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-fund.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles.

Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Art. 27. Convening notice. The general meeting of shareholders is convened by the Board of Directors in compliance with applicable law.

Notices to shareholders shall set out the agenda of the meeting, the conditions for admission and the quorums and majorities required, in accordance with the provisions of the Law of 1915, and indicate the time and place of such meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting priorly they may unanimously waive all convening requirements and formalities.

Art. 28. Presence, Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing, in writing or by telefax, as his proxy, another person who need not be a shareholder himself.

Art. 29. Votes. Each share entitles the holder thereof to one vote. With regards to fractions of shares, voting rights can only be exercised for whole shares.

Unless otherwise provided by applicable law or by these Articles, all resolutions of the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority votes of validly cast votes, regardless of the proportion of the capital present and represented.

Art. 30. Proceedings. The general meeting of shareholders shall be chaired by a person designated by the general meeting of shareholders.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or represented.

They together form the office of the general meeting of shareholders.

Art. 31. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Art. 32. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of January and closes on the last day of December of the same year, with the exception of the first accounting year of the Company which shall begin on the date of the incorporation of the Company and terminate on December 31, 2014.

Art. 33. Distributions. Within the conditions and limits laid down by applicable law and herein, the general meeting of shareholders shall, upon proposal of the Board of Directors, determine how the profits of the Company shall be treated and may declare distributions and/or dividends. In addition to the aforementioned distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividend with regard to each Sub-fund within the conditions and limits laid down by the Law of 2007.

In any cases the above distributions and payments will be made after payment of or making appropriate provision (if any) for any Company's expenses and fees due, inter alia, to the other service providers.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant class or classes of shares issued in respect of the relevant Sub-fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Company and capital gains taxes, withholding taxes on the Company's investments.

Art. 34. Costs to be borne by the Company / A Sub-fund. The Company shall bear all of its formation and operating costs, and expenses as further described herein and in the Issue Document.

The Company constitutes a single legal entity. The assets of a particular Sub-fund shall only be liable for the debts, liabilities and obligations relating to such Sub-fund. Costs which are not directly attributable to a Sub-fund will be charged to the different Sub-funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets.

Art. 35. Liquidation of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 37 hereof.

Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum share capital indicated herein, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simply majority of the validly cast votes at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one fourth of the minimum share capital set herein; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one fourth of the validly cast votes at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the share capital of the Company has fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be. Shareholders will receive from the custodian bank of the Company their pro rata portion of the net assets of the Company in accordance with the provisions of the Law of 1915 and these Articles.

Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 36. Liquidation and merger of sub-funds or classes. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-fund, or the value of the net assets of any class of shares within a Sub-fund, has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-fund, or such class of shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, which, in the opinion of the Board of Directors renders this decision necessary, or whenever the interest of the shareholders of the same Sub-fund or class of shares demands so, the Board of Directors may decide to close one or several Sub-fund(s) or class(es) of shares in the best interests of the shareholders and to redeem all the shares of the relevant class or classes at the Net Asset Value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant class or classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to redeem all the shares of the relevant Sub-fund and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day, at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for such general meeting of shareholders, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

The Company shall base the redemptions on the Net Asset Value determined to take the liquidation expenses into account, but without deduction of any redemption fee or any other fee.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the custodian bank of the Company for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares may be cancelled.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this Article, the Board of Directors may decide to terminate one or several Sub-fund(s) by contribution to one or several existing Sub-fund(s) within the Company or to another undertaking for collective investment ("UCI") organized under the provisions of the Law of 2007 or to one or several Sub-funds of such other UCI (the "new Fund") and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

At the expiry of this period, the decision related to the contribution binds all the shareholders who have not exercised such right, provided that when the UCI benefiting from such contribution is a mutual fund (fonds commun de placement), the decision only binds the shareholders who agreed to the contribution.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-fund to another UCI referred to hereabove or to another Sub-fund within such other UCI will require a resolution of the shareholders of the Sub-fund concerned taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented and voting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement), in which case resolutions will be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

A Sub-fund may exclusively be contributed to a foreign UCI upon unanimous approval of the shareholders of the relevant classes of shares issued in the Sub-fund concerned or under the condition that only the assets of the consenting shareholders be contributed to the foreign UCI.

All the shareholders concerned will be informed in the same manner as described in the first paragraph of this Article. Nonetheless, the shareholders of the absorbed Sub-fund(s) shall be offered the opportunity to redeem their shares free of charge during a month period starting as from the date on which they will have been informed of the decision of merger, it being understood that, at the expiration of the same period, the decision to merge will bind all the shareholders who have not exercised this prerogative.

Art. 37. Amendments of these articles. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915.

Art. 38. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2007, as may be amended from time to time.

Subscription and Payment

The share capital of the Company is subscribed by the sole shareholder as follows:

300 (three hundred) shares fully paid-up shares of no par value.

Evidence of the payment of 30,000 GBP (thirty thousand Great Britain Pounds) (exceeding at the date of the incorporation the minimum share capital as provided for by the regulation) was given to the undersigned notary.

The subscriber declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to the Articles, of the various classes of shares which the Company shall have, it will elect the class or classes of shares to which the shares subscribed to shall appertain.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The formation and preliminary expenses of the Company, amount to approximately EUR 2,500.-.

General Meeting of shareholders

The above named persons representing the entire subscribed capital and considering themselves as validly convened, have immediately proceeded to resolve as follows:

I. Are elected as directors of the Company with immediate effect until the next annual general meeting of shareholders:

Mr. Benedikt von Michel, born on April 15, 1976 in Munich, Germany, residing in 3 Condace Road, London SW6 4BA, Chairman,

Mr. Benoni Dufour, born on July 11, 1957 in Ostende, Belgium, residing in 15, Op der Sank, L-5713 Aspelt, Grand Duchy of Luxembourg,

Mrs. Anna Moody, born on October 19, 1975 in Dubbo, Australia, residing insuite 301, City Tower 2, Sheik Zayed, Rd, Dubai, UAE.

II. The following is elected as independent auditor until the next annual general meeting of shareholders,

BDO Compagnie Fiduciaire, having its registered office in 2 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

III.- The registered office is established in L-1855 Luxembourg, 15, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above named persons, this deed is worded in English

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder signed together with us, the notary this original deed.

Signé: H. DE MONTHÉBERT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42462. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145589/765.

(140165532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Heypa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 86.438.

—
EXTRAIT

Il résulte du Conseil d'administration qui s'est tenu le 18 juillet 2014 à 15:00 au siège social de la société que:

- la démission avant terme de Madame Beatriz Garcia de son mandat d'administrateur de la société a été acceptée;

- PATRIMONIUM CONSULTANTS SARL, RCS B125844 demeurant au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, représenté par son représentant permanent, Madame Colette Wohl, demeurant au 5, Boulevard Royal à L-2449 Luxembourg, est nommé administrateur par cooptation, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, jusqu'à sa ratification par l'assemblée générale des actionnaires lors de la prochaine réunion, avec expiration du mandat en 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014108541/17.

(140129892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Fondation FNEL, Fondation.

Siège social: L-2630 Luxembourg, 61a, rue de Trèves.

R.C.S. Luxembourg G 77.

Bilan au 31 décembre 2013
(en euros)

	2013	2012
ACTIF		
Actif immobilisé		
Immobilisation incorporelles	-	-
Immobilisation corporelles		
Terrains et constructions	1.616.824,58	1.653.836,85
Autres installation outillage et mobilier	3.656,58	5.965,16
Acomptes versés et immobilisations corporelles en cours	4.132.189,53	3.394.995,56
Stock	<u>1.924,02</u>	<u>1.924,02</u>
	5.754.594,71	5.056.721,59
Actif circulant		
Autres créances		
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	56.231,36	59.902,28
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et et en caisse	<u>399.078,27</u>	<u>428.394,42</u>
	455.309,63	488.296,70
Compte de régularisation	0,00	75,00
TOTAL ACTIF	<u>6.209.904,34</u>	<u>5.545.093,29</u>
PASSIF		
Fonds propres		
Fonds social	14.873,61	14.873,61
Réserves		
Autres réserves	168.219,03	492.306,26
Apport Amicale FNEL	309.000,00	
Résultat reportés	-365,62	-17.766,27
Résultat de l'exercice	21.673,45	17.400,65
Subventions et dons	5.559.376,31	3.977.383,24
Dons soutien scout	47.533,00	
Dons Fondation FNEL	<u>6.085,00</u>	
	6.072.776,78	4.484.197,49
Dettes		
Dettes sur achats et prestations de services		
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		-
Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale	20.786,17	17.611,67
Autres dettes dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	<u>62.723,39</u>	<u>1.043.284,13</u>
	137.127,56	1.060.895,80
Compte de régularisation	0,00	0,00
TOTAL ACTIF	<u>6.209.904,34</u>	<u>5.545.093,29</u>

*Compte de profits et pertes pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2013
(en euros)*

CHARGES	01.01.2013	01.01.2012
	31.12.2013	31.12.2012
Consommation de marchandise, de matières premières et consommables	59.083,83	63.126,69
Autres charges externes	72.993,48	59.927,38
Frais de personnel		
Salaires et traitements +	340.799,15	278.133,02
Charges sociales couvrant les salaires et traitements		35.261,47
	<u>472.876,46</u>	<u>436.448,56</u>
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	104.556,34	104.461,45
Autres charges d'exploitation		31.772,92
intérêts et charges assimilées		
Autres intérêts et charges		52,10
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	15,30	961,40
Bénéfice de l'exercice	21.673,45	17.400,65
TOTAL CHARGES	<u>599.121,55</u>	<u>591.097,08</u>
PRODUITS		
Montant net du chiffre d'affaires	70.027,49	65.397,11
Autres produits d'exploitation	517.965,55	519.062,39
Autres intérêts et produits financiers	8.653,61	6.637,58
Produit exceptionnel	2.474,90	
Perte de l'exercice	-	-
TOTAL PRODUITS	<u>599.121,55</u>	<u>591.097,08</u>

Budget 2014

Solde reporté		
01.01.2014		19.033,69
Budget 2014 FM		-2.570,31
Budget 2014 FONDATION		9.000,00
Budget 2014 CLVE		-1.923,02
Budget 2014 ECOC		1.443,48
Budget 2014 RIPPIG		1.075,44
Solde reporté		
31.12.2014		26.059,71

Budget 2014 FM

	Produits	Charges
1. Chiffre d'affaire		
Loyer	36.000,00	
Divers	5.000,00	
2. Charges externes		
Mazout		15.000,00
Eau, électricité		5.500,00
Entretien, Petit Equipement		12.000,00
Nettoyage		3.000,00
Assurances		3.500,00
Autres		1.000,00
3. Corrections de valeur		
Amollissements		78.669,27
Résultat ordinaire	-77.669,27	
4. Produits exceptionnels		
Subvention virés au compte de résultat	75.098,96	
Fonds propres virés au compte de résultat	0,00	

5. Résultat de l'exercice -2.570,31

Budget 2014 Fondation

	Produits	Charges
1. Chiffre d'affaire		
Loyer	4.800,00	
Intérêts créditeurs	5.000,00	
Divers		800,00
Résultat ordinaire	9.000,00	
2. Résultat de l'exercice	9.000,00	

Budget 2014 CLVE

	Produits	Charges
1. Chiffre d'affaire		
Loyer	1.000,00	
Activité	2.000,00	
2. Charges		
Publicité		500,00
Assurances		1.200,00
Divers		1.000,00
3. Corrections de valeur		
Amortissements		2.223,02
Résultat ordinaire	1.923,02	
4. Produits exceptionnels		
Subvention virés au compte de résultat	0,00	
Fonds propres virés au compte de résultat	0,00	
5. Résultat de l'exercice	1.923,02	

Budget 2014 ECOG

	Produits	Charges
1. Chiffre d'affaire		
Loyer	200,00	
Participation Ministère	3.000,00	
2. Charges		
Honoraires de formateurs		4.000,00
3. Corrections de valeur		
Amortissements		10.286,51
Résultat ordinaire	-11.086,51	
4. Produits exceptionnels		
Subvention virés au compte de résultat	12.530,42	
5. Résultat de l'exercice	1.443,91	

Budget 2013 RIPPIG

	Produits	Charges
1. Chiffre d'affaire		
Loyer	12.000,00	
Don	0,00	
Eau, gaz, électricité	0,00	
2. Charges externes		
Mazout		0,00
Eau, gaz, électricité		0,00
Entretien		0,00
Equipement		0,00
Assurances		500,00
Autres		0,00
3. Corrections de valeur		

Amortissements	14.124,56
Résultat ordinaire	-2.624,56
4. Produits exceptionnels	
Subvention virés au compte de résultat	3.700,00
Fonds propres virés au compte de résultat	0,00
5. Résultat de l'exercice	1.075,44

Référence de publication: 2014105734/156.

(140126857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Fondation Alphonse WEICKER, Fondation.

Siège social: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg G 46.

L'an deux mille onze, le vingt octobre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Martine MULLER, conseillère à la direction, demeurant à Stadtbredimus, en qualité de mandataire du Comité de direction de la fondatrice BGL BNP Paribas, sur base du procès-verbal de la réunion du Comité de direction datée du 26 septembre 2011,

lequel paraphé «ne varietur» par la comparante et le notaire restera annexé au présent acte avec lequel il sera soumis aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante en qualité de fondatrice de la Fondation Alphonse WEICKER, avec siège social à L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy;

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro G46;

constituée en vertu d'un acte reçu par le notaire Jean-Paul HENCKS, de résidence à Luxembourg, en date du 4 juillet 1989, publié au Mémorial C numéro 391 de l'année 1989, page 18737;

a requis le notaire que suite à une décision du Comité de direction datée du 26 septembre 2011 et suite à l'échéance de plusieurs mandats d'administrateurs de nommer respectivement confirmer comme membres du conseil d'administration de la Fondation Alphonse WEICKER avec effet à partir du 26 septembre 2011:

- M. Serge ALLEGREZZA, directeur du STATEC, né à Luxembourg le 25 octobre 1959, demeurant à L-3368 Leudelange, 18, Rue de la Vallée,

- M. Eric MARTIN, Président du Comité de direction BGL BNP Paribas, né à Lyon (France) le 14 janvier 1953, demeurant à L-1651 Luxembourg, 65, Avenue Guillaume,

- M. Paul MEYERS, Docteur en Droit, né à Wiltz le 12 mars 1937, demeurant à L-2445 Luxembourg, 12, Rue des Roses,

- M. Gaston REINESCH, Président du Conseil d'Administration BGL BNP Paribas, né à Esch-Sur-Alzette le 17 mai 1958, demeurant à L-3810 Schifflange, 7, Rue des Aulnes,

- M. Kik SCHNEIDER, Directeur, né à Esch-Sur-Alzette le 23 mars 1953, demeurant à L-6165 Ernster, 7B, Rue Principale, en qualité de président,

- M. Pierre SECK, Professeur émérite de l'Université du Luxembourg, né à Dudelange le 10 mars 1945, demeurant à L-2241 Luxembourg, 13, rue Tony Neuman,

- S.A.R. la princesse Sibilla de Luxembourg, née à Neuilly-sur-Seine le 12 juin 1968, demeurant à L-5316 Contern, 53, Rue des Près,

- M. Nicolas SOISSON, Directeur FEDIL, né à Luxembourg le 26 juin 1954, demeurant à L-6836 Breinert, Maison 7,

- M. Rolf TARRACH, Professeur d'Université, Recteur, né à Valencia (Espagne), demeurant à L-5359 Schuttrange, 49, Léeberg «Bei der Klematis»,

- M. Carlo THILL, Président du Comité de direction BGL BNP Paribas, né à Luxembourg le 23 avril 1953, demeurant à L-3371 Leudelange, 4, Rue Gruefwiss,

- M. Michel WURTH, Directeur Général, né à Luxembourg le 17 avril 1954, demeurant à L-5231 Sandweiler, 43, Rue d'Iltzig. En qualité de vice-président

Conformément à l'article 6 des statuts les administrateurs sont nommés pour une durée de trois ans,

L'adresse précise du siège de la Fondation, est à L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Le présent acte sera communiqué au Ministre de la justice en vue de l'approbation arrêté grand-ducal

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de la présente assemblée générale s'élève approximativement à neuf cents euros (900,- Euro).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. MULLER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 octobre 2011. Relation: LAC/2011/46844. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg L'acte a été approuvé par arrêté Grand-Ducal en date du 4 septembre 2012.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105721/59.

(140126172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Holly Tree Immobilier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 118.578.

L'an deux mil quatorze, le neuvième jour de juillet.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme HOLLY TREE IMMOBILIER S.A., avec siège social à L-9706 Clervaux, 2A/46, route d'Eselborn, inscrite au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 118578, constituée suivant acte reçu par le notaire Paul Frieders, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 juillet 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1902 du 10 octobre 2006, modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg en date du 7 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 355 du 9 février 2012.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Sven Hoffmann, employé privé, demeurant professionnellement à L-9990 Weiswampach, 19, Duarrefstrooss, HOLLY TREE IMMOBILIER S.A. Société anonyme Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer (ci-avant L-9706 Clervaux, 2A/46, route d'Eselborn) RCS Luxembourg B 118578 ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE Du 9 juillet 2014 - numéro 47.948

qui nomme comme secrétaire Monsieur Jean-Pierre Dias, salarié, demeurant professionnellement à Senningerberg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Sven Hoffmann, prénommé.

Monsieur le président expose ensuite:

I. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1° Transfert du siège social vers L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer et modification du premier alinéa de l'article 2 des statuts.

2° Adaptation des statuts de la société à ceux d'une société anonyme unipersonnelle et modification des articles 1; 6; 7; 8; 9 et 10.

3° Modification de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra dorénavant le 1^{er} vendredi du mois de juin à 10 heures et modification de l'article 13.

4° Révocation de deux administrateurs à savoir Spica Adviser S.A. et Madame Ella Shilina et acceptation de la démission de l'administrateur Monsieur David Bouchat et décharge à lui accorder.

5° En remplacement des administrateurs révoqués et de l'administrateur démissionnaire, nomination de trois nouveaux administrateurs de la Société pour une durée de six ans à savoir Monsieur Jean-Louis Bisson, et les sociétés AVALON PRESTIGE Ltd. et AVALON PREMIER Ltd, représentées par leur représentant permanent Monsieur Thierry Bichel.

6° Révocation du commissaire aux comptes INNOVATRUST S.à.r.l.

7° Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes FOP CONSEIL S. A.

8° Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence. Les procurations éventuelles émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, après avoir été signées ne varient par les actionnaires présents et représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

III. Qu'il résulte de la liste de présences que l'intégralité du capital social est présente ou représentée à l'assemblée, que l'assemblée peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour et qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris, avec l'accord unanime des actionnaires présents ou représentés, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la Société de L-9706 Clervaux, 2A/46, route d'Eselsborn, vers L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

Art. 2. (premier alinéa). „Le siège social de la Société est établi dans la commune de Bertrange“

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'adapter les statuts de la société à ceux d'une société anonyme unipersonnelle et de modifier en conséquence les articles 1; 6; 7; 8; 9 et 10 comme suit:

ajout d'un nouveau paragraphe en fin d'article

Art. 1^{er}. dernier paragraphe. «La Société peut avoir un actionnaire unique ou plusieurs actionnaires. Tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un Administrateur Unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'actionnaire unique de la Société. Dans ces statuts, toute référence au conseil d'administration sera une référence à l'administrateur unique (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un actionnaire unique. Pour le cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire, l'actionnaire unique exercera, au cours des assemblées générales dûment tenues, tous les pouvoirs revenant à l'assemblée générale des actionnaires en vertu de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Art. 6. Si la Société est constituée par un actionnaire unique ou si, à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est établi que la Société a un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur, appelé «administrateur unique», jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'assemblée générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'administrateur unique en place. L'administrateur unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société, la personne morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la personne morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'assemblée générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'assemblée générale devra être rapidement être réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 7. Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale, tombent sous la compétence du conseil d'administration ou de l'administrateur unique selon les cas.

Le conseil d'administration, le cas échéant, l'administrateur unique peut payer des acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut-être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les résolutions prises par l'administrateur unique auront la même autorité que les résolutions prises par le conseil d'administration et seront constatées par des procès verbaux, qui sont signés par l'administrateur unique, et dont les copies ou extraits pourront être produits en justice ou autrement.

Le premier président sera désigné par l'assemblée générale.

Art. 9. Le conseil d'administration peut déléguer, avec l'accord préalable de l'assemblée des actionnaires, ses pouvoirs de gestion journalière et les affaires courantes de la Société ainsi que la représentation de la Société dans cette gestion et ces affaires, à un des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration ou, le cas échéant, l'administrateur unique peut en outre conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 10. La Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs de la Société, par la signature unique de l'administrateur délégué dans les limites de la gestion journalière, ou, le cas échéant par la signature de l'administrateur unique, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature a été délégué par le conseil d'administration ou l'administrateur unique selon le cas.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la tenue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra dorénavant le 1^{er} vendredi du mois de juin à 10 heures et en conséquence modification de l'article 13 comme suit:

« **Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier (1^{er}) vendredi du mois de juin à 10 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de révoquer deux administrateurs à savoir la société Spica Adviser S.A. et Madame Ella Shilina, et, d'accepter la démission de Monsieur David Bouchat et de lui donner décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat.

Cinquième résolution

En remplacement des administrateurs révoqués et de l'administrateur démissionnaire, l'assemblée générale décide de nommer trois nouveaux administrateurs pour une durée de six ans à savoir:

1. Monsieur Jean-Louis Bisson, né le 25 juin 1950 à Arès (France), demeurant à LV-1019 Riga (Lettonie), 222C, Maskavas Iela Appart 15,

2. AVALON PRESTIGE LTD, une société de droit anglais, ayant son siège social au 20-22 Bedford Row, WC1R4JS London, immatriculée au registre de commerce de l'Angleterre et Wales sous le numéro 7728129, dûment représentée par son représentant permanent Monsieur Thierry Bichel, directeur de société, né le 26 mai 1962 à Luxembourg, demeurant professionnellement à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, et

3. AVALON PREMIER LTD, une société de droit anglais, ayant son siège social au 20-22 Bedford Row, WC1R4JS London, immatriculée au registre de commerce de l'Angleterre et Wales sous le numéro 8819393, dûment représentée par son représentant permanent Monsieur Thierry Bichel, prénommé.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de révoquer le commissaire aux comptes INNOVATRUST S.à.r.l.

Septième résolution

L'assemblée générale décide de nommer en remplacement du commissaire révoqué la société FOP CONSEIL S. A., ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 186074 pour une durée de six ans.

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sven Hoffmann, Jean-Pierre Dias, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 10 juillet 2014. LAC / 2014 / 32383. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Senningerberg, le 16 juillet 2014.
Référence de publication: 2014105794/152.
(140126915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Lig Retail 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 188.727.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausend vierzehn,
den sechzehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri BECK, mit dem Amtswohnsitz in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft Luxembourg Investment Group (LIG) S.A., mit Sitz in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, eingetragen beim Handelsund Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 161.877,

hier vertreten durch Frau Peggy Simon, Privatbeamtin, beruflich ansässig in Echternach, 9, Rabatt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 4. Juni 2014,

welche Vollmacht nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch die Bevollmächtigte und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welcher Komparentin, vertreten wie eingangs erwähnt, den amtierenden Notar ersuchte die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche sie hiermit gründet, zu beurkunden wie folgt:

Art. 1. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche der gegenwärtigen Satzung sowie den jeweiligen Gesetzesbestimmungen unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft hat zum Zweck den Erwerb und die Verwertung von eigenen Immobilien und Grundstücken.

Zweck der Gesellschaft ist ebenfalls die Beteiligung unter irgendwelcher Form an allen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen, der Erwerb jedweder Sicherheiten und Rechte durch Einlage, Zeichnung, Festübernahme, Kaufoption oder auf jede andere Art und Weise sowie der Erwerb von Patenten und Lizenzen, deren Verwaltung beziehungsweise Verwertung. Die Gesellschaft kann Unternehmen an denen sie beteiligt ist jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Sicherheiten gewähren. Die Gesellschaft kann schliesslich jede Art von Geschäften abschließen die mittelbar oder unmittelbar mit ihrem Zweck in Verbindung stehen.

Die Gesellschaft kann desweiteren alle Geschäfte kommerzieller, technischer, finanzieller, mobiliarer oder immobilärer Natur tätigen, welche mit ihrem Zweck zusammenhängen oder diesem dienlich sind.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Name der Gesellschaft ist „LIG Retail 2 S.à r.l.“.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Er kann an jeden anderen Ort im Grossherzogtum Luxemburg verlegt werden durch Beschluss des Gesellschafters oder der Gesellschafter.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500,-), aufgeteilt in ein hundert (100) Anteile von jeweils EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125,-).

Art. 7. Das Kapital kann zu jedem Zeitpunkt erhöht oder herabgesetzt werden sowie dies in Artikel 199 des Gesellschaftsrechts festgelegt ist.

Art. 8. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt den Inhaber zu einem dementsprechenden Anteil am Gesellschaftsvermögen sowie am Gewinn.

Art. 9. Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Anteile unter ihnen frei abtretbar.

Die Abtretung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden oder beim Tode eines Gesellschafters an Nichtgesellschafter, bedarf der ausdrücklichen schriftlichen Genehmigung aller übrigen Gesellschafter.

Die übrigen Gesellschafter besitzen in diesem Falle ein Vorkaufsrecht, welches binnen dreissig (30) Tagen ausgeübt werden muss.

Bei der Ausübung dieses Vorkaufsrechtes wird der Wert der Anteile gemäss Abschnitt 5 und 6 von Artikel 189 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgelegt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit des Gesellschafters oder einer der Gesellschafter.

Art. 11. Es ist den Erben und Gläubigern des Gesellschafters oder einer der Gesellschafter in jedem Falle untersagt, die Gesellschaftsgüter und Dokumente pfänden zu lassen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen, welche die Tätigkeit der Gesellschaft einschränken könnten.

Art. 12. Die Gesellschaft wird vertreten durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Gesellschafter sein müssen, und jeder Zeit durch die Generalversammlung der Gesellschafter, welche sie ernennt, abberufen werden können.

Art. 13. Die Geschäftsführer gehen durch die Ausübung ihres Mandates keine persönliche Verpflichtung ein. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie lediglich für die korrekte Ausübung ihres Mandates haftbar.

Art. 14. Im Falle, wo die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter besteht, werden alle Befugnisse, welche laut Gesetz oder Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, durch den Einzelgesellschafter ausgeübt.

Entscheidungen welche auf Grund dieser Befugnisse durch den alleinigen Gesellschafter gefasst werden, müssen in ein Protokoll verzeichnet werden oder schriftlich festgehalten werden.

Desgleichen müssen Verträge zwischen dem alleinigen Gesellschafter und der Gesellschaft durch Letzteren vertreten in ein Protokoll eingetragen werden oder in Schriftform verfasst werden.

Im Falle von mehreren Gesellschaftern, kann jeder Gesellschafter an den Abstimmungen teilnehmen.

Sein Stimmrecht entspricht der Anzahl seiner Gesellschaftsanteile. Er kann sich auch durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Beschlüsse sind rechtskräftig wenn sie von mehr als der Hälfte der Anteilseigner akzeptiert wurden. Beschlüsse welche eine Satzungsänderung betreffen werden durch die Mehrheit der Anteilseigner gefasst, welche mindestens fünfundsechzig Prozent des Kapitals darstellen.

Art. 15. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 16. Jedes Jahr am letzten Tag des Monats Dezember wird die Bilanz von den Geschäftsführern erstellt.

Art. 17. Die Bilanz steht den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

Art. 18. Fünf Prozent des Reingewinns werden für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage verwendet bis diese Rücklage zehn Prozent des Gesellschaftskapitals darstellt.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation von einem Liquidator ausgeführt welcher kein Gesellschafter sein muss und der von dem alleinigen Gesellschafter oder den Gesellschaftern ernannt wird, welche seine Befugnisse und seine Entschädigung festlegt (en).

Art. 20. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, sind die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, und dessen Abänderungen, betreffend die Handelsgesellschaften anwendbar.

Zeichnung und Einzahlung des Gesellschaftskapitals

Nach Feststellung der Satzung wie vorstehend erwähnt, wurden alle EIN HUNDERT (100) Anteile durch die Gesellschaft Luxembourg Investment Group (LIG) S.A., vorgeannt, gezeichnet.

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass die Summe von ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was hiermit ausdrücklich von dem amtierenden Notar festgestellt wurde.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2014.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt ein tausend drei hundert Euro (€ 1.300.-) veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Beschlussfassung durch die Gesellschafter

Anschliessend hat die Komparentin, vertreten wie eingangs erwähnt, folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Zum Geschäftsführer der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:
Herr Vladimir VOLKOV, Geschäftsführer, beruflich ansässig in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
- 2) Die Gesellschaft in allen Fällen durch die alleinige Unterschrift des Geschäftsführers rechtmässig verpflichtet.
- 3) Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar versteht und spricht Englisch und erklärt, dass auf Wunsch der Komparentin, gegenwärtige Urkunde in deutsch verfasst ist, gefolgt von einer englischen Fassung. Auf Ersuchen derselben Komparentin und im Falle von Divergenzen zwischen dem deutschen und dem englischen Text, ist die deutsche Fassung massgebend.

Worüber Urkunde, errichtet wurde in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der Komparentin, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Folgt die englische Fassung des vorstehenden Textes:

In the year two thousand and fourteen,
on the sixteenth of July.

Before Us, Maître Henri BECK, notary residing at Echternach, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

There appeared:

The company Luxembourg Investment Group (LIG) S.A., having its registered office at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 161.877,

hereby represented by Ms. Peggy Simon, private employee, residing professionally at Echternach, 9, Rabatt, by virtue of a proxy given under private seal on June 4, 2014,

said proxy after signature "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing company, represented as abovementioned, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a limited liability company as follows:

Art. 1. A private limited liability company is hereby formed that will be governed by these articles and by the relevant legislation.

Art. 2. The purpose of the company is the acquisition and the exploitation of its own immovable properties and real estates.

The company has also as its purpose to take participations in any form, in other Luxembourg or foreign enterprises, to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them, to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical, financial, movable or immovable operations, connected directly or indirectly or which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of "LIG Retail 2 S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the associate or the associates.

Art. 6. The corporate capital is set at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS (€ 12.500.-), consisting of one hundred (100) shares with a par value of ONE HUNDRED TWENTY-FIVE EURO (€ 125.-) each.

Art. 7. The capital may be increased or decreased at any time as laid down in article 199 of the law governing commercial companies.

Art. 8. Each share entitles its owner to a proportional right in the Company's assets and profits.

Art. 9. In case of more than one associate shares shall be freely transferable between them. They can only be transferred inter vivos or upon death to non-associates with the unanimous approval of all the associates.

In this case the remaining associates have a pre-emption right, which they must use within thirty (30) days from the date of refusal to transfer the shares to a non-associate person.

In case of use of this pre-emption right the value of the shares shall be determined pursuant to paragraph 6 and 7 of article 189 of the Company law.

Art. 10. The Company will not be dissolved by death, interdiction, bankruptcy or insolvency of the associate or one of the associates.

Art. 11. For no reason and in no case, the heirs or creditors of the associate or one of the associates are allowed to pursue the sealing of property or documents of the Company.

Art. 12. The company shall be managed by one or several directors, who need not be shareholders, nominated and subject to removal at any moment by the general meeting.

Art. 13. In the execution of their mandate, the managers are not held personally responsible.

As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Art. 14. In case that the Company consists of only one shareholder, all the powers, which, in accordance to the law or the articles of incorporation, are assigned to the general meeting are exercised by the only shareholder.

Resolutions taken by the sole shareholder in virtue of these attributions must be mentioned in report or taken in written form.

Contracts concluded between the sole shareholder and the company represented by the sole shareholder must also be mentioned in a report or be established in written form.

In case of more than one associate, every associate may take part in the collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at the meeting through a special proxy.

Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital.

However, decisions concerning the amendment of the articles of incorporation are taken by a majority of the associates representing seventy five percent of the capital.

Art. 15. The business year begins on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

Art. 16. Every year on the last day of December, the annual accounts are drawn up by the managers.

Art. 17. The financial statements are at the disposal of the associate or the associates at the registered office of the Company.

Art. 18. Out of the net profit, five percent shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent of the capital of the Company.

The balance is at the disposal of the associate or the associates.

Art. 19. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who need not to be associates and who are appointed by the associate or the associates who will specify their powers and remuneration.

Art. 20. For all points not regulated by these Articles of Association the legal provisions of the Law of 10th August, 1915 concerning trading companies and the laws amending it shall apply.

Subscription and paying up of the share capital

The articles of association having thus been established, all the ONE HUNDRED (100) shares have been subscribed by the company Luxembourg Investment Group (LIG) S.A., prenamed.

All the shares have been totally paid up so that the amount of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EURO (€ 12.500.-) is from this day on at the free disposal of the company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Special dispositions

The first fiscal year shall begin on the date of the incorporation and terminate 31st of December 2014.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand three hundred Euro (€ 1.300.-).

Decisions of the shareowners

Immediately after the incorporation of the company, the associate, represented as abovementioned, has taken the following resolutions:

1) Is appointed manager of the company for an unlimited period:

Mr. Vladimir VOLKOV, director, residing professionally at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

2) The company will be validly bound in all circumstances by the sole signature of the manager.

3) The registered office is established at L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing company, the present deed is worded in German followed by an English translation; on the request of the same appearing company and in case of divergence between the German and the English text, the German version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, acting as above-mentioned, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said appearing person signed together with us, the notary, the present deed.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 17 juillet 2014. Relation: ECH/2014/1324. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 18. Juli 2014.

Référence de publication: 2014105901/208.

(140126291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

OCM Tuna Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.078.

—
EXTRAIT

En date du 26 février 2014, les associés de la société ont transféré la totalité des parts sociales qu'ils détenaient respectivement dans la société, soit au total vingt-mille (20.000) parts sociales, à la société OCM Tuna Top Holdings S.à r.l, une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185642, comme suit:

1/ OCM Luxembourg OPPS IX S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176362, a transféré dix-huit mille (18.000) parts sociales à OCM Tuna Top Holdings S.à r.l., précitée.

2/ OCM Luxembourg OPPS IX (Parallel 2) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175641, a transféré deux mille (2.000) parts sociales à OCM Tuna Top Holdings S.à r.l., précitée.

En conséquence de ces transferts de parts sociales, OCM Tuna Top Holdings S.à r.l., précitée, est désormais l'associé unique de la société et détient vingt mille (20.000) parts sociales dans la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Vanessa Lorreyte

Le Mandataire

Référence de publication: 2014105981/25.

(140126379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Jujo Lux Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 170.938.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105837/10.

(140126549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

OCM Luxembourg VOF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 136.233.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105979/10.

(140126158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.
